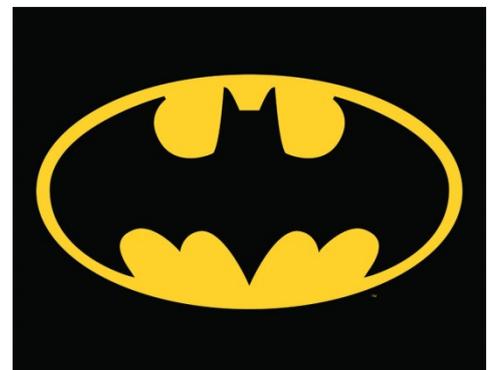


Lettre ouverte à Mathieu Hanotin Maire de Saint-Denis

Vous avez annoncé officiellement, le 6 juillet dernier, la mise sur la touche de 4 élu.e.s de votre majorité. La CGT ne peut rester sans voix face à cette situation. En effet, parmi ces renégats figure Monsieur CHIKHI chargé du personnel communal notamment. S'il a été l'artisan loyal et fidèle de vos réformes antisociales à l'égard du personnel, il ne peut servir de bouc-émissaire pour vous dédouaner de vos propres responsabilités.

La CGT se refuse considérer qui a quitté l'autre. Débat puéril qui vise uniquement à cacher la réalité des faits. Car le seul constat qui s'impose, un an après votre élection, au regard de vos différents communiqués et articles de presse respectifs, c'est votre volonté de continuer encore plus fort dans votre démarche de la casse du service public et de ses agents avec un mépris encore plus fort pour le dialogue social, les représentants du personnel et donc du personnel.

Ce que nous comprenons c'est qu'au mieux nous aurions conservé un élu au personnel fantoche au dépend de la direction générale et de la direction du cabinet devenues toutes puissantes et décisionnaires ou au pire qu'aucun élu n'est en charge le personnel communal et que l'administration soit omnipotente sur toutes les questions liées au personnel. Dans les deux cas, nous nous refusons d'accepter l'idée que dans la troisième plus grande ville d'Ile de France il n'y ait plus de politique RH et que les près de 3500 agents de la ville soient considérés comme des unités de valeur, sources d'économie, de profit, flexibles, rentables... dont la direction générale organiserait la productivité. Plus rien d'humain, plus rien de politique sociale, seulement du libéralisme au dépend des plus faibles, des plus précaires, des minorités, des femmes isolées dont certaines



voilées, que votre directeur de cabinet s'amuse à comparer à des **chauves-souris...**
Comme elles, nous sommes nyctalopes et voyons dans l'obscurité que vous avez créée et par conséquent nous devons être payés en horaires de nuit !

Monsieur BONNOT, à qui vous avez accordé des astreintes et pour lequel vous vous apprêtez à refaire un logement de fonction (ce cumul astreintes et logement de fonction reste, si ce n'est illégal, nécessairement indécent), ne peut encore avoir votre confiance. En tous les cas, il n'a pas la nôtre !

Vous avez augmenté notre temps de travail, vous avez conditionné notre prime annuelle à la maladie, vous nous avez retiré des congés, vous bloquez les titularisations d'emplois précaires, vous ne remplacez plus les partants, vous faites appel au privé notamment sur les postes à forte pénibilité, jusqu'à présent pourvus par des collègues, dionysiens en général, de catégorie C sur des écoles, vous poussez à employer des méthodes managériales visant à liquider le personnel, vous protégez quelques cadres pourtant fautifs de réduire à néant le « petit personnel »... plus rien d'humain. Là où vous devriez être le garant de la cohésion sociale et du bien vivre ensemble dans notre ville vous n'êtes que le vecteur de divisions, de tensions et de l'accroissement des inégalités.

L'ensemble des dossiers portés jusqu'à présent par Monsieur CHIKHI que vous venez de désavouer est aujourd'hui caduque et nous exigeons la réouverture d'un réel dialogue social qui permette de définir de nouvelles orientations « RH » dans les directions que vous avez maltraitées comme celle de la Jeunesse, dans les équipements que vous méprisez comme à l'office du groupe scolaire Descartes, dans le respect des personnes et des fonctions, dans l'amélioration des conditions d'exercice des collègues au service de l'intérêt général, des usagers, du peuple que finalement vous méprisez !

Votre municipalité méprise les collègues, leur travail et investissement, vous les avez vous-même traités de fainéants.

Votre municipalité méprise les habitants en cherchant à les exclure de l'espace public.

Votre municipalité méprise même sa majorité !

Mépris de classe, mépris de masse !